Archives 001

27/02/2000 à 17h06
En Catalogne, devenue terre d’immigration, les étrangers s’intègrent par la langue
LE MONDE | 27.02.08 | 15h34

A l’école primaire La Farga, à Salt, les réunions de parents sont compliquées à organiser. Dans cette banlieue de Gérone où les étrangers affluent, l’école accueille 80 % d’enfants immigrés (100 % si l’on compte les Espagnols non catalans). Les parents ne parlent que l’arabe marocain ou le berbère, l’une des sept langues de Gambie (bambara, wolof, fola, madega, sara…), le chinois, l’urdu du Pakistan, le roumain, éventuellement le français et au mieux le castillan s’ils viennent d’Equateur, de Bolivie ou d’autres régions d’Espagne.

Les instituteurs, eux, ne s’adressent à eux qu’en catalan. Dura lex, sed lex : dans les établissements publics de la région, l’enseignement se fait exclusivement en catalan (les élèves apprennent le castillan comme une langue étrangère). Lors des réunions, le père marocain tente de deviner quelques mots de catalan qu’il traduit en français à son voisin sénégalais, lequel l’explique en bambara à sa voisine gambienne… “C’est assez bruyant, convient la directrice de l’école, Gemma Boix. En général, ces réunions se terminent dans le langage des signes, ou en faisant des dessins au tableau.”
Cette tour de Babel est un signe de l’Espagne d’aujourd’hui : une terre d’émigration devenue soudain terre d’immigration, en seulement quelques années et à grande échelle. Les immigrés n’en sont qu’à la première génération. Les Marocains sont les plus nombreux, devant les Roumains et les Equatoriens. Soumise à la dictature franquiste jusqu’en 1975, en difficulté économique jusqu’à son entrée dans l’Union européenne en 1986, l’Espagne n’a commencé à attirer la main-d’oeuvre étrangère que dans les années 1990. Au cours des années 2000, le

phénomène est spectaculaire : 794 000 étrangers vivaient en Espagne en 2000 ; ils sont maintenant 4,5 millions, soit 10 % de la population (13,5 % en Catalogne). L'expérience est nouvelle et brutale. Elle a pris de court les pouvoirs publics.

"Tout est allé très vite", raconte la jeune maire de Salt, Iolanda Pineda. Salt : 29 000 habitants, dont 30 % d'étrangers recensés, de 75 nationalités différentes, très majoritairement marocains. Ils travaillent dans la construction, l'agriculture, le commerce, attirés par le besoin de main-d'oeuvre à Gérone et les appartements bon marché de Salt, qu'ils ont souvent pu acquérir grâce à une politique de crédits à faible taux.

La maire déploie une carte de la commune. Salt est divisée en trois zones : au nord, la vieille ville, où vivent les habitants "anciens". Au centre, des bâtiments des années 1960 et 1970, construits pour loger les ouvriers venus d'Andalousie ou d'Estrémadure. Dans les années 1990, "les gens du centre" se sont déplacés vers la nouvelle ville, au sud, faite de petits immeubles et d'espaces verts. Dans les bâtiments du centre, dégradés, se concentrent les nouveaux immigrants.

Etrangers et autochtones ont tendance à vivre séparément. L'école La Farga, comme les autres établissements publics, est un ghetto pour étrangers, quand les Catalans se regroupent dans les écoles privées. "Mes enfants ne connaissent aucun Espagnol", regrette Mustapha Ben Azzouz, marocain, qui tient une boucherie halal. La récente baisse de rythme de l'économie nationale et la hausse du chômage, dont les immigrés sont les premières victimes, ne touchent pas encore les habitants de Salt. La délinquance n'y est pas significative.

Mais pour la première fois, en février, les associations de commerçants et de voisins de Salt ont rédigé un manifeste. Ils évoquent "l'invasion" étrangère, "la création de deux mondes à part, terriblement éloignés", les commerces irréguliers, le

sentiment d’insécurité. Depuis 2000, en Espagne, seul le Parti populaire fait de l’immigration un argument électoral. Les partis d’extrême droite sont quasi inexistants mais un malaise émerge. La maire socialiste de Salt fait de la “cohésion sociale” une priorité.

En Catalogne, région crispée sur sa singularité “nationale” et que le succès économique a conduit à devenir la communauté la plus riche d’Espagne en nombre d’étrangers, la cohésion commence par la langue. Le gouvernement de Catalogne prépare une “loi d’accueil” qui prévoit d’obliger les municipalités à diffuser des cours sur la connaissance de la société et de la langue catalanes. Oriol Amoros, secrétaire pour l’immigration, insiste : “Le catalan est la langue de la mobilité sociale. Le parler, c’est un signe de prestige.”

A Salt, on n’a pas attendu la loi. Les destins mélangés se retrouvent le soir à l’école des adultes pour apprendre le catalan, accessoirement le castillan. Layla, une jeune Marocaine, a déjà écrit une rédaction en catalan pour vanter “la parité hommes-femmes”, contre les idées de sa famille. Elle a appris aussi le castillan et ira étudier à Barcelone. Laminé, Sénégalais sans papiers, vient d’arriver par bateau au risque de sa vie. Il ne parle que le wolof. Heureusement pour lui, il connaîtra bientôt le catalan.